

ASSURANCES DEGATS MATERIELS RISQUES SPECIAUX

CONDITIONS GENERALES

TITRE I ASSURANCE DEGATS MATERIELS

Les chapitres I à IX du présent titre s'appliquent dans la mesure où il en est fait mention aux conditions particulières du contrat.

Chapitre I Assurance Incendie

Article 1 Objet de l'assurance

- A. La Société* s'engage sur la base des conditions, tant générales que particulières, à indemniser l'assuré* des dégâts causés aux biens assurés par les périls suivants :
1. incendie, cette notion excluant :
 - la destruction totale ou partielle d'objets tombés, jetés ou posés dans ou sur un foyer,
 - les brûlures, notamment aux linges et vêtements,
 - l'excès de chaleur, le rapprochement ou le contact d'une lumière ou d'une source de chaleur, les émanations, les projections ou chutes de combustibles, la combustion spontanée et la fermentation, provoquant des dommages sans qu'il ait eu embrasement;
 2. explosion*, cette notion excluant :
 - les coups d'eau ou d'autres liquides, les coups de bélier,
 - les crevasses ou fissures causées aux appareils ou chaudières par l'usure ou les coups de feu, les ruptures dues à la dilatation de l'eau par la chaleur ou le gel ou dues à la force centrifuge ou autres effets de forces mécaniques,
 - les ondes de choc dues à la vitesse d'engins quelconques ou provoquées par des explosions non couvertes par le contrat;
 3. explosion d'explosifs*, sous réserve de l'exclusion figurant à l'article 26., A. 8.;
 4. action de la foudre sur des biens autres que les appareils et installations électriques, les composants électroniques et les appareils électroniques;
 5. électrocution, s'il s'agit d'animaux;
 6. heurt :
 - d'objets foudroyés,
 - de tout ou partie d'appareils de navigation aérienne ou d'engins spatiaux, par des objets qui en tombent ainsi que par d'autres biens projetés ou renversés à cette occasion, le tout pour autant que lesdits appareils ou engins ne soient ni la propriété de l'assuré* ni sous sa garde.
- B. Même lorsque le sinistre se produit en dehors des biens assurés, la garantie de l'assurance s'étend aux dégâts causés à ceux-ci par :
1. les secours ou tout moyen convenable d'extinction, de préservation ou de sauvetage,
 2. les démolitions ou destructions ordonnées pour arrêter les progrès d'un sinistre,
 3. Les effondrements résultant directement et exclusivement d'un sinistre,
 4. la fermentation ou la combustion spontanée suivie d'incendie ou d'explosion,
 5. la chaleur ou la pollution* (y compris la fumée), qui résultent directement et exclusivement d'un sinistre.
- C. Les garanties sont complétées par les garanties accessoires* prévues aux conditions particulières.

(*) Les définitions générales (article 43) précisent la signification et la portée des mots et expressions signalés par un astérisque.

Chapitre II

Assurance tempête et grêle (1)

Article 2 Objet de l'assurance

- A. La Société* s'engage, sur la base des conditions, tant générales que particulières, à indemniser l'assuré* des dégâts causés aux biens assurés :
1. par l'action directe d'un vent de tempête, c'est-à-dire un vent se produisant lors d'une tempête, d'un orage, d'un ouragan ou d'une trombe, si ce vent :
 - a) endommage, dans les alentours du bâtiment* désigné, soit des constructions assurables contre le vent de tempête aux termes des conditions de la présente garantie, soit d'autres biens présentant une résistance au vent équivalente ou
 - b) atteint, à la station de l'Institut Royal Météorologique la plus proche, une vitesse de pointe d'au moins 100 km/heure.
 2. par la chute de la grêle ;
 3. par le choc d'objets projetés ou renversés au cours de ces événements ;
 4. par les précipitations atmosphériques (pluie, neige ou grêle) qui pénètrent à l'intérieur du bâtiment* désigné, par le fait que celui-ci a préalablement été endommagé par un vent de tempête ou par la grêle, et ce, pour autant que l'assuré* ait pris, dès que cela lui aura été possible, les mesures de protection nécessaires pour éviter la pénétration de ces précipitations, sans préjudice de l'application des sanctions prévues à l'article 29.
 5. par la pression de la neige ou de la glace, si mention en est faite aux conditions particulières.
- B. La garantie s'étend aux dégâts causés aux biens assurés par :
1. les secours et tous moyens convenables de préservation ou de sauvetage.
 2. les démolitions ou destructions ordonnées pour arrêter les progrès d'un sinistre.
 3. les effondrements résultant directement et exclusivement d'un sinistre.
- C. Sans dérogation à l'article 24 § D. 1., cette garantie est complétée par les garanties accessoires* prévues aux conditions particulières.

Article 3 Exclusions

- A. Sont exclus de l'assurance, sauf convention contraire laquelle ne constitue toutefois pas une dérogation au paragraphe B. ci-après, les dommages causés aux biens suivants et à leur contenu éventuel :
1. construction dont les murs extérieurs composés de tôles métalliques, de plaques de ciment et d'amiante, de plaques ondulées ou de matériaux légers (notamment bois, argile, matières plastiques, panneaux agglomérés de bois ou analogues) représentent plus de 50 % de la superficie totale de ces murs,
 2. construction dont la couverture composée de bois, d'agglomérés de bois ou analogues, de carton bitumé, de matières plastiques ou d'autres matériaux légers (ardoises et tuiles artificielles, chaume, roofing non compris) représente plus de 20 % de la superficie totale de cette couverture.
- B. Sont également exclus de l'assurance, les dommages causés :
1. à tout objet :
 - a) se trouvant à l'extérieur d'une construction,
 - b) fixé extérieurement à une construction, alors même qu'il serait réputé immeuble par destination (notamment revêtement extérieur des murs constitué par des matériaux fixés sur lattes, tuyau, antenne, mât, hampe, poteau, pylône, installation et appareil d'éclairage, panneau publicitaire, enseigne, store, persienne, volet, contrevent, tente, bâche et cheminée métallique).
- Cette exclusion ne s'applique pas aux dommages causés :
- aux corniches et à leur revêtement éventuel,
 - aux gouttières et à leurs tuyaux de descente,
 - aux volets mécaniques roulants ;
2. à tout vitrage (en ce compris glaces et matières plastiques immeubles translucides) et aux miroirs. Cette exclusion ne s'applique pas aux dégâts causés aux matières plastiques immeubles non-translucides ;

(1) L'assuré est invité à prendre également connaissance des stipulations des articles 23. § A., 24 § D. 1. et 36.

3. à toute clôture ;
4. aux biens suivants et à leur contenu éventuel :
 - a) abri vitré ou en matière plastique (en ce compris jardin d'hiver et véranda),
 - b) tour, clocher, belvédère, château d'eau, moulin à vent, aéromoteur, tribune en plein air, réservoir en plein air,
 - c) construction :
 - en érection, réparation, transformation, à moins qu'elle ne soit close et couverte définitivement (avec portes et fenêtres terminées et posées à demeure),
 - couverte provisoirement ou non entièrement couverte,
 - aisément déplaçable et démontable,
 - délabrée, c'est-à-dire si le degré de vétusté* de la partie sinistrée dépasse 40 %, ou en démolition,
 - totalement ou partiellement ouverte ;
5. au contenu se trouvant dans une construction non préalablement endommagée par le vent de tempête ou par la grêle ;
6. par refoulement ou débordement d'eau, fuite de canalisations ou d'égouts.

Chapitre III

Assurance dégâts des eaux

Article 4 Objet de l'assurance

- A. La Société* s'engage, sur la base de conditions, tant générales que particulières, à indemniser l'assuré des dégâts aux biens assurés causés par :
 1. l'écoulement de l'eau des installations hydrauliques se trouvant à l'intérieur du bâtiment* désigné et des bâtiments* voisins, par suite de rupture, débordement ou défaut d'étanchéité de ces installations ;
 2. la pénétration dans le bâtiment* d'eau provenant des précipitations atmosphériques par suite de rupture, débordement ou défaut d'étanchéité des tuyaux d'évacuation du bâtiment* désigné ou des bâtiments voisins ;
 3. la pénétration dans le bâtiment* de précipitations atmosphériques par suite de défaut d'étanchéité de la couverture du bâtiment* désigné, pour autant que mention en soit faite aux conditions particulières.
- B. Est également garantie, jusqu'à concurrence de 7.680,00 EUR (indice ABEX 648) l'indemnisation des frais exposés à bon es-cient par l'assuré* pour l'ouverture et la remise en état des murs, planchers et plafonds afin, en cas de sinistre, d'y rechercher et d'y réparer des canalisations défectueuses.
- C. Cette garantie est complétée par les garanties accessoires* prévues aux conditions particulières.

Article 5 Exclusions

Sont exclus de l'assurance, les dommages :

1. causés par inondation*, ainsi que par les eaux refoulées ou non évacuées des égouts, fosses et citernes ou par des infiltrations d'eaux souterraines ;
2. résultant :
 - d'usure,
 - de corrosion se manifestant notamment par la multiplicité des perforations,
 - d'un défaut de protection contre le gel des installations du bâtiment* désigné;
3. aux marchandises* posées à moins de 10 cm de hauteur du sol; ainsi que les dommages qui se seraient propagés à partir de ces marchandises* ;
4. causés en dessous du point le plus bas du bâtiment* à partir duquel l'eau peut s'écouler par gravité vers l'extérieur ou être évacuée par une installation de pompe automatique ;
5. aux installations hydrauliques et aux tuyaux d'évacuation ;
6. assurables par les articles 1 ou 2 ;
7. lorsque le bâtiment* désigné est en construction, en réparation ou en cours de transformation ainsi qu'à leur contenu sauf si l'assuré prouve qu'il n'y a pas de lien causal entre les dommages et ces travaux.

Chapitre IV

Assurance conflits du travail* - émeutes* - mouvements populaires* (dégâts d'incendie et d'explosions exclusivement) (1)

Article 6 Objet de l'assurance

- A. La Société* s'engage, sur la base des conditions, tant générales que particulières, à indemniser l'assuré* :
- des dégâts matériels dus aux périls cités à l'article 1 et causés directement aux biens assurés :
 - par des personnes qui, même sans être directement concernées, prennent part à des conflits du travail* ;
 - par des émeutes*, par des mouvements populaires* ;
 - qui résulteraient des mesures prises dans les cas précités pour la sauvegarde et la protection des biens assurés par une autorité légalement constituée;
 - de l'aggravation des dégâts matériels directs déjà assurés en vertu d'autres dispositions du contrat lorsqu'elle résulte de l'une des circonstances précitées.
- B. Cette garantie est complétée par les garanties accessoires* prévues aux conditions particulières.
- C. La Société* se réserve la possibilité de suspendre la présente garantie à tout moment, moyennant préavis de 7 jours prenant cours le lendemain du dépôt à la poste de la notification de la suspension ou de l'acte extrajudiciaire contenant pareille notification.

Chapitre V

Assurance conflits du travail* - émeutes* - mouvements populaires* (tous dégâts) (1)

Article 7 Objet de l'assurance

- A. La Société* s'engage sur la base des conditions, tant générales que particulières, à indemniser l'assuré* :
- de tous dégâts matériels causés directement aux biens assurés :
 - par des personnes qui, même sans être directement concernées, prennent part à des conflits du travail* ;
 - par des émeutes*, par des mouvements populaires* ;
 - qui résulteraient des mesures prises dans les cas précités pour la sauvegarde et la protection des biens assurés par une autorité légalement constituée ;
 - de l'aggravation des dégâts matériels directs déjà assurés en vertu d'autres dispositions du contrat lorsqu'elle résulte de l'une des circonstances précitées.
- B. Cette garantie est complétée par les garanties accessoires* prévues aux conditions particulières.
- C. La Société* se réserve la possibilité de suspendre la présente garantie à tout moment, moyennant préavis de 7 jours prenant cours le lendemain du dépôt à la poste de la notification de la suspension ou de l'acte extrajudiciaire contenant pareille notification.

Article 8 Exclusions

Sont exclus de l'assurance :

- les dommages d'ordre esthétique, notamment par graffiti ou affichage sauvage ;
- les pertes et dommages causés par ou à l'occasion d'un vol, d'une tentative de vol, de pillage ;
- les pertes de liquides ou de gaz distribués par canalisations à l'établissement* assuré;
- les dommages causés autrement que par incendie ou explosion* :
 - dus au non-respect des procédures normales d'interruption de l'exploitation de l'entreprise en cas de cessation du travail,
 - aux panneaux translucides en matière plastique et aux vitrages,
 - dans les bâtiments* en cours de construction ainsi que dans ceux totalement inoccupés, à la suite de réparation, restauration ou rénovation.

(1) L'assuré est invité à prendre également connaissance des stipulations des articles 24. § A. et § D. 2., 29 § B. 7., 34. et 36.

Chapitre VI

Assurance conflits du travail* - émeutes* - mouvements populaires* - actes de vandalisme et de malveillance (1)

Article 9 Objet de l'assurance

- A. La Société* s'engage sur la base des conditions, tant générales que particulières, à indemniser l'assuré*.
1. de tous dégâts matériels causés directement aux biens assurés :
 - a) par des personnes qui, même sans être directement concernées, prennent part à des conflits du travail*,
 - b) par des émeutes*, par des mouvements populaires*,
 - c) par des actes de vandalisme* ou de malveillance* dans la mesure où l'indemnisation de ces dégâts ne seraient pas déjà assurable par d'autres dispositions de la présente police.
 - d) qui résulteraient des mesures prises dans les cas précités pour la sauvegarde et la protection des biens assurés par une autorité légalement constituée;
 2. de l'aggravation des dégâts matériels directs déjà assurés en vertu d'autres dispositions du contrat lorsqu'elle résulte de l'une des circonstances précitées.
- B. Cette garantie est complétée par les garanties accessoires* prévues aux conditions particulières.
- C. La Société* se réserve la possibilité de suspendre la présente garantie à tout moment, moyennant préavis de 7 jours prenant cours le lendemain du dépôt à la poste de la notification de la suspension ou de l'acte extrajudiciaire contenant pareille notification.

Article 10 Exclusions

Sont exclus de l'assurance :

1. les dommages d'ordre esthétique, notamment par graffiti ou affichage sauvage ;
2. les pertes et dommages causés par ou à l'occasion d'un vol, d'une tentative de vol, de pillage ;
3. les pertes de liquides ou de gaz distribués par canalisations à l'établissement* assuré ;
4. les dommages autres que ceux d'incendie ou d'explosion :
 - dus au non-respect des procédures normales d'interruption de l'exploitation de l'entreprise en cas de cessation du travail,
 - aux panneaux translucides en matière plastique et aux vitrages,
 - dans les bâtiments* en cours de construction, de restauration ou de rénovation,
 - dans les bâtiments totalement inoccupés ou dans lesquels l'activité économique habituelle a été arrêtée,
 - lorsque l'assuré* est bailleur (ou propriétaire), causés par les actes commis par ou avec la complicité de son locataire, de son occupant ou de personnes vivant au foyer de ceux-ci.

Chapitre VII

Assurance fumées

Article 11 Objet de l'assurance

- A. La Société* s'engage sur la base des conditions, tant générales que particulières, à indemniser l'assuré* des dégâts causés aux biens assurés par des fumées dues à un fonctionnement défectueux, soudain et anormal d'un appareil quelconque de chauffage ou de cuisine, pour autant que ledit appareil et la cheminée à laquelle il doit être raccordé, soient en bon état d'entretien et qu'ils fassent partie des biens désignés.
- B. Cette garantie est complétée par les garanties accessoires* prévues aux conditions particulières.

Article 12 Exclusions

Sont exclus de l'assurance les dommages provenant de foyers ouverts ou d'appareils industriels autres que les appareils de chauffage ou de cuisine.

(1) L'assuré est invité à prendre également connaissance des stipulations des articles 24. § A. et § D. 2., 29 § B. 7., 34. et 36.

Chapitre VIII

Assurance heurt de véhicules

Article 13 Objet de l'assurance

- A. La Société* s'engage sur la base des conditions, tant générales que particulières, à indemniser l'assuré* des dégâts causés aux biens assurés par le heurt de véhicules terrestres qui ne sont ni la propriété ni sous la garde de l'assuré*, d'un propriétaire, locataire ou occupant du bâtiment* désigné, ni des personnes vivant au foyer de ceux-ci ou se trouvant à leur service.
- B. Cette garantie est complétée par les garanties accessoires* prévues aux conditions particulières.

Article 14 Exclusions

Sont exclus de l'assurance les dommages causés à tout véhicule.

Chapitre IX

Assurance risque électrique

Article 15 Objet de l'assurance

La Société* s'engage sur la base des conditions, tant générales que particulières, à indemniser l'assuré* des dégâts causés, directement aux appareils, machines et moteurs électriques et à leurs accessoires, participant à la production ou à l'exploitation (à l'exclusion de toutes marchandises) ainsi qu'aux installations électriques faisant partie du bâtiment* :

- a) par l'action de l'électricité (notamment court-circuit, surintensité, surtension, surcharge accidentelle) ou de la foudre, y compris l'influence de l'électricité atmosphérique,
- b) par incendie ou explosion* ayant pris naissance à l'intérieur de l'appareillage endommagé,

pour autant que :

- ces appareils, machines, moteurs et canalisations fassent partie des biens assurés*,
- leur régime de fonctionnement ne dépasse pas le régime nominal fixé par le constructeur,
- les prescriptions légales en vigueur pour l'exploitation soient observées.

Article 16 Exclusions

Sauf mention contraire dans les conditions particulières, sont exclus de l'assurance, les dommages :

- a) aux équipements électroniques de gestion administrative et comptable et les centraux téléphoniques;
- b) aux fours à induction, aux installations d'électrolyse;
- c) aux fusibles, relais, résistances chauffantes, lampes de toute nature, tubes électroniques, parties en verre et aux composants électroniques* lorsque le sinistre n'affecte que ces seuls composants;
- d) aux canalisations souterraines ne pouvant être atteintes que par des travaux de terrassements;
- e) causés par l'usure, un vice propre ou un dysfonctionnement mécanique quelconque;
- f) causés par la pénétration de liquides, de gaz ou de solides dans les appareils.

Article 17 Indemnisation

L'indemnisation s'effectue conformément à l'article 23.

Chapitre X

Stipulations communes aux assurances dégâts matériels

Article 18 Qualité de l'assuré

S'il résulte des conditions particulières que l'assuré* agit en qualité de locataire ou d'occupant des biens désignés au contrat, la Société* garantit sa responsabilité locative* ou sa responsabilité d'occupant* pour les montants et les garanties mentionnés aux conditions particulières.

Article 19 Montants assurés

A. Les montants assurés sont fixés sous la responsabilité du Preneur d'assurance.

Pour éviter en cas de sinistre l'application de la règle proportionnelle dont question à l'article 24 C., les montants assurés qui comprennent toutes taxes, dans la mesure où celles-ci ne sont pas déductibles, doivent, à tout moment, représenter la valeur des biens désignés, estimée en tenant compte des modalités suivantes, sans avoir égard à toute valeur comptable :

1. le bâtiment* : à sa valeur réelle ou, si les conditions particulières le mentionnent, à sa valeur à neuf* ;
2. le mobilier : à sa valeur à neuf*.

Toutefois :

- a) le linge et les effets d'habillement sont estimés à leur valeur réelle*,
- b) les meubles d'époque, les objets d'art et de collection, bijoux et généralement tous objets rares ou précieux sont estimés à leur valeur vénale*,
- c) les bicyclettes, vélomoteurs et motocyclettes, les appareils électriques (en ce compris les appareils électroniques) sont estimés à leur valeur réelle* sans que celle-ci ne puisse être supérieure au prix de remplacement de biens neufs de performances comparables;

3. le matériel* : à sa valeur réelle* ou, si les conditions particulières le mentionnent, à sa valeur à neuf*,

Toutefois :

- a) il ne peut être estimé à une valeur supérieure au prix de remplacement de matériel neuf de performances comparables,
- b) les originaux et copies d'archives, documents, livres de commerce, les plans, modèles et supports d'informations* sont estimés à leur valeur de reconstitution matérielle, à l'exclusion des frais de recherches et d'études,
- c) les véhicules automoteurs et leurs remorques sont estimés à leur valeur vénale*;
- d) les éléments soumis par leur nature à une usure accélérée et à un remplacement fréquent, par exemple : câbles, chaînes, courroies, bourrages, joints, flexibles, pneumatiques et autres bandages en caoutchouc, plaques de blindage et d'usure, dents de godets, tamis, ampoules, batteries d'accumulateurs sont estimés à leur valeur réelle*;

4. les marchandises* :

- en ce qui concerne les approvisionnements, matières premières, denrées, emballages, déchets : à leur valeur du jour*,
- en ce qui concerne les produits en cours de fabrication ou finis mais non vendus : en ajoutant au coût des matières premières estimées à la valeur du jour*, les charges directes et indirectes engagées pour atteindre leur degré de fabrication,
- en ce qui concerne les produits finis et vendus mais non livrés : au prix de vente diminué des frais non exposés,
- en ce qui concerne les marchandises appartenant à la clientèle, déposées chez l'assuré* : sur la base de leur valeur réelle* à moins qu'il ne s'agisse de véhicules automoteurs ou de leurs remorques, auquel cas l'estimation se fait en valeur vénale* ;

5. les animaux : à leur valeur du jour*, sans tenir compte de leur valeur de concours ou de compétition;

6. la responsabilité locative* ou d'occupant* :

- si l'assuré* est locataire ou occupant de l'ensemble du bâtiment* : à la valeur réelle* de ce bâtiment*,
- si l'assuré* est locataire ou occupant d'une partie du bâtiment* : à la valeur réelle* tant de cette partie du bâtiment* que de celle des autres parties dans la mesure où l'assuré* peut en être rendu contractuellement responsable.

B. En cours de contrat, le Preneur d'assurance peut à tout moment demander de modifier les montants assurés pour les mettre en concordance avec les valeurs des biens désignés auxquels ils se rapportent.

Article 20 Situation des biens

Les biens assurés sont garantis à la situation indiquée aux conditions particulières et, s'ils sont meubles, tant à l'intérieur des bâtiments* que sur les cours et terrains y attenants.

Article 21 Montant de prévision

A. Le montant de prévision spécifié aux conditions particulières représente le supplément maximal des montants assurés que la Société* s'engage à garantir aux conditions du contrat, sans que le preneur d'assurance ne s'oblige à y faire appel.

La mise en risque de la Société* pour tout ou partie de ce montant peut être faite par l'assuré moyennant l'envoi à la Société d'une lettre recommandée spécifiant le montant supplémentaire devant être pris en risque.

La mise en vigueur de ce montant prend effet le 7ème jour qui suit celui du dépôt à la poste de la lettre recommandée dont question ci-dessus, sauf accord de la Société* sur une prise d'effet antérieure.

Le Preneur d'assurance ne peut toutefois demander la mise en vigueur de ce montant de prévision pendant un sinistre.

B. Le montant de prévision se réduit de toute augmentation des montants assurés à l'exception des augmentations résultant de l'adaptation automatique (voir article 22).

Article 22 Adaptation automatique

A. Si les conditions particulières font mention de l'adaptation automatique et d'un indice de souscription :

1. les montants assurés, le montant de prévision, les limites d'indemnités exprimées en chiffres absolus et la prime seront automatiquement adaptés à l'échéance annuelle de la prime selon le rapport existant entre :
 - a) le dernier indice ABEX établi au moins deux mois avant le premier jour du mois de cette adaptation et
 - b) l'indice ABEX de souscription ou l'indice 648, si ce nombre est mentionné en regard d'une limite d'indemnité ;
2. les montants assurés et les limites d'indemnité exprimées en chiffres absolus seront déterminés au jour du sinistre en prenant en considération le plus récent indice ABEX établi, si celui-ci est supérieur à l'indice applicable à la dernière échéance annuelle, sans qu'il puisse excéder ce dernier de plus de dix pour cent.

B. Que les conditions particulières fassent mention ou non de l'adaptation automatique, les franchises exprimées en chiffres absolus sont liées à l'évolution de l'indice ABEX et adaptées selon le rapport existant entre le plus récent indice applicable au jour du sinistre et l'indice 648.

Article 23 Estimation des dommages

A. Pour la fixation des dommages aux biens assurés*, les estimations sont faites au jour du sinistre, sur les mêmes bases que celles définies à l'article 19 § A.

Toutefois :

a) Pour les biens assurés autres que le matériel électrique et/ou électronique, si l'assurance est souscrite en valeur à neuf, est toujours déduite de l'estimation des dommages :

1. la totalité de la vétusté* de chaque bien ou partie de biens assurés sinistrés, lorsque sa vétusté* dépasse :
 - 20 % de sa valeur à neuf* pour les sinistres affectant la garantie "Tempête et grêle, Pression de la neige et de la glace",
 - 30 % de sa valeur à neuf* pour les sinistres affectant d'autres garanties;
2. la totalité de la vétusté* dans le cas d'assurance de responsabilité.

b) Pour le matériel électrique et/ou électronique, l'estimation se fait de la manière suivante :

1. en cas de destruction totale, les dommages sont estimés en prenant comme base de départ la valeur de reconstitution à neuf d'un matériel électrique ou électronique équivalent et en la diminuant de la vétusté*.
En cas d'assurance en valeur à neuf, la vétusté* ne s'applique que si elle atteint 30 %.
Cette vétusté* est calculée forfaitairement, pour les appareils repris ci-dessous, depuis la date de sortie d'usine de l'objet détruit ou du placement des installations.

Toutefois, pour les installations bénéficiant au jour du sinistre d'un certificat de conformité des installations électriques au "Règlement des assureurs pour les installations électriques", délivré par un organisme agréé, la vétusté* forfaitaire ainsi calculée est limitée dans tous les cas à une fraction de la valeur de remplacement, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Pour les machines tournantes et les transformateurs, le rebobinage complet entre la date de sortie de l'usine et le jour du sinistre diminue de moitié la vétusté* acquise par l'appareil à la date du rebobinage;

2. en cas de destruction partielle, les dommages sont estimés sur la base du coût de la réparation diminué de la vétusté*, éventuellement calculée forfaitairement comme précisé ci-avant, l'indemnité ne pouvant excéder celle qui résulterait de la destruction complète de l'appareil.

En cas d'assurance en valeur à neuf, la vétusté* calculée comme ci-dessus ne s'applique que si elle atteint à 30 %.

Tableau de vétusté conventionnelle pour le matériel électrique et électronique :

| NATURE DES APPAREILS ET INSTALLATIONS | COEFFICIENT ANNUEL DE VETUSTE (par année commencée) | MAXIMUM DE VETUSTE pour les appareils et les installations bénéficiant du certificat de conformité du Règlement des assureurs |
|--|--|--|
| 1) Appareils électroniques, appareils produisant des rayons ionisants, machines de bureau | 10 % | 80 % |
| 2) Machines tournantes | 7,5 % | 50 % |
| 3) Transformateurs statiques de puissance, condensateurs immergés Appareils de coupure Appareils électriques non classés ailleurs (tableaux, pupitres, appareils de mesure et de contrôle, etc...) | 5 % | 50 % |
| 4) Canalisations électriques | 2,5 % | 40 % |

- B. A défaut de reconstruction ou de reconstitution totale ou partielle des biens assurés sinistrés, le montant des dommages afférents à la partie non reconstruite ou non reconstituée de ces biens sera estimé sur la base de la valeur réelle* pour le bâtiment* et de la valeur vénale* pour les biens meubles.
- C. Les dispositions des paragraphes A. et B. restent d'application même si les conditions particulières prévoient que l'assurance est souscrite en valeur à neuf*.
- D. Le chômage immobilier* est fixé au prorata de la durée normale de reconstruction ou de réparation des locaux effectivement sinistrés en fonction :
 - des loyers de ces locaux augmentés des charges en cas de location effective,
 - de leur valeur locative dans tous les autres cas.
- E. Pour les sinistres mettant en cause une des responsabilités tant contractuelles qu'extracontractuelles garanties par le présent contrat, la Société* paie l'indemnité due en principal à concurrence du montant de la garantie.

La Société* paie également les intérêts afférents à l'indemnité due en principal, les frais afférents aux actions civiles ainsi que les honoraires et les frais des avocats et des experts, mais seulement dans la mesure où ces frais ont été exposés par elle ou avec son accord ou, en cas de conflit d'intérêts qui ne soit pas imputable à l'assuré, pour autant que ces frais n'aient pas été engagés de manière déraisonnable. Les transactions avec le Ministère Public, les amendes judiciaires, transactionnelles ou administratives ainsi que les frais de poursuites répressives ne sont pas à charge de la Société*.

Pour les risques ne correspondant pas aux critères d'un risque simple, au sens de la législation Belge, les intérêts et frais visés à l'article 82 de la loi sont supportés intégralement par l'assureur pour autant que le total du dédommagement et des intérêts et frais ne dépasse pas, par preneur d'assurance et par sinistre, la somme totale assurée.

Au-delà du montant total assuré, les intérêts et frais sont pris en charge à concurrence de :

- 495.787,05 EUR lorsque le montant total assuré est inférieure ou égale à 2.478.935,25 EUR ;
- 495.787,05 EUR plus 20 % de la partie du montant total assuré comprise entre 2.478.935,25 EUR et 12.394.676,24 EUR ;
- 2.478.935,25 EUR + 10 % de la partie du montant total assuré qui excède 12.394.676,24 EUR, avec un maximum de 9.915.740,99 EUR comme intérêts et frais et 9.915.740,99 EUR comme frais de sauvetage.

Ces montants sont liés à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, l'indice de base étant celui de novembre 1992 soit 113,77 (sur base 100 en 1988).

L'indice applicable en cas de sinistre est celui du mois précédant le mois de survenance du sinistre.

Le présent paragraphe E ne s'applique pas à la responsabilité locative ou d'occupant.

Article 24 Détermination de l'indemnité

A. Franchise.

L'indemnité est déterminée en prenant en considération le montant des dommages, tel qu'il est estimé à l'article 23, dont est déduite une franchise de 840,00 EUR (indice ABEX 648). Cette franchise ne se cumule pas avec celles qui seraient stipulées en conditions particulières.

Pour les assurances "conflit du travail*", émeutes* et mouvements populaires**" (articles 6 à 10), il est déduit de tous dommages, par sinistre et par établissement*, une franchise restant à charge de l'assuré*, fixée en conditions particulières.

Pour les assurances "conflits du travail*", émeutes* et mouvements populaires**" et l'assurance "tempête et grêle" on entend par sinistre, pour l'application de cette franchise, tous les dégâts provoqués par une seule et même cause, qui surviennent au cours d'une même période de septante deux heures.

B. Réversibilité.

S'il apparaît au jour du sinistre que des montants assurés excèdent ceux qui résultent des modalités d'évaluation définies à l'article 19, l'excédent sera réparti entre les montants relatifs aux biens insuffisamment assurés, sinistrés ou non, et ce au prorata de l'insuffisance des montants et proportionnellement aux taux de prime appliqués. Cette réversibilité n'est accordée que pour des biens appartenant au même établissement*.

C. Règle proportionnelle.

1. Si au jour du sinistre, nonobstant l'éventuelle application de la réversibilité visée au paragraphe B., le montant assuré pour la rubrique* à laquelle appartient le bien assuré sinistré est inférieur au montant qui aurait dû être assuré conformément à l'article 19, la Société* n'est tenue d'indemniser le dommage que selon le rapport existant entre le montant effectivement assuré et celui qui aurait dû être assuré.
2. La règle proportionnelle de primes visée à l'article 27 s'applique cumulativement, le cas échéant, avec la règle proportionnelle de montants visée au 1. ci-avant.
3. La règle proportionnelle de montants n'est toutefois pas appliquée :
 - a) à l'assurance de la responsabilité d'un locataire ou d'un occupant d'une partie de bâtiment* si le montant assuré atteint :
 - soit la valeur réelle* de la partie du bâtiment* que l'assuré* prend en location ou occupe,
 - soit au moins vingt fois :
 - le loyer annuel augmenté des charges dans le cas du locataire; les charges visées ne doivent pas comprendre les frais de consommation relatifs au chauffage, à l'eau, au gaz ou à l'électricité. Si ceux-ci sont compris forfaitairement dans le prix du loyer, ils peuvent en être soustraits;
 - la valeur locative annuelle des parties occupées dans le cas de l'occupant.Si la responsabilité prémentionnée est assurée pour un montant moindre, la règle proportionnelle s'applique selon le rapport existant entre :
 - le montant effectivement assuré
 - et
 - un montant représentant vingt fois le loyer annuel augmenté des charges ou, à défaut de location, vingt fois la valeur locative annuelle des parties occupées sans que le montant ainsi obtenu ne puisse dépasser la valeur réelle* de la partie que l'assuré* loue ou occupe dans le bâtiment*désigné;
 - b) aux garanties accessoires*.

D. Limite d'indemnité.

1. Pour l'assurance "tempête et grêle", l'indemnité, garanties accessoires* comprises, est limitée par bâtiment* à 10 % des montants assurés pour ce bâtiment* et son contenu, sans préjudice de l'intervention de la Société* dans les frais de sauvetage*.
Constituent un seul et même sinistre tous les dommages provoqués par une seule et même cause et qui surviennent au cours d'une même période de septante-deux heures.
2. Pour les assurances "conflit du travail*", émeutes* et mouvements populaires**" (art. 6 à 10), le total des indemnités payables en application de la présente garantie est limité, par établissement* et par année d'assurance, à 25 % des montants assurés, sans préjudice de l'intervention de la Société* pour les frais de sauvetage* et sauf convention contraire en conditions particulières.

3. Les frais de décontamination du sol en cas de restauration des cours et jardins suite à un sinistre couvert sont sous-limités à 2,5 % des garanties accessoires.

E. Assurance pour compte.

Lorsque le présent contrat garantit des biens et est souscrit pour compte ou au profit d'une personne différente du Preneur d'assurance, cette assurance n'a d'effet que dans la mesure où ces biens ne sont pas garantis par une assurance souscrite par cette personne elle-même laquelle demeure étrangère à l'estimation des dommages.

Pour les dégâts garantis par cette dernière assurance, la présente se transforme en assurance de la responsabilité que le Preneur d'assurance pourrait encourir pour les dégâts causés à ces biens.

Article 25 Paiement de l'indemnité

A. Sans préjudice des dispositions des paragraphes B. et C. :

1. l'indemnité est payable au siège de la Société* dans les trente jours qui suivent la date de clôture de l'expertise ou, à défaut, la date de fixation du montant du dommage à condition que l'assuré* ait rempli à cette date toutes les obligations prévues au contrat. Dans le cas contraire, le délai prend cours le lendemain du jour où l'assuré* aura satisfait à toutes ses obligations contractuelles;
2. toutefois, si des présomptions existent que le sinistre peut être dû à un fait intentionnel dans le chef de l'assuré* ou du bénéficiaire d'assurance, la Société* se réserve le droit de demander préalablement copie du dossier répressif. Cette demande devra être formulée au plus tard dans les trente jours qui suivent la date de la clôture de l'expertise ou, à défaut, la date de fixation du montant du dommage. L'éventuel paiement doit intervenir dans les trente jours à dater du jour où la Société* a eu connaissance des conclusions dudit dossier pour autant que l'assuré* ou le bénéficiaire ne soit pas poursuivi pénalement.

B. Dans les assurances autres que de responsabilité :

1. l'indemnité doit être employée en totalité à la reconstruction et à la reconstitution des biens assurés sinistrés. Elle n'est payée qu'au fur et à mesure de cette reconstruction et reconstitution. La reconstitution des biens meubles assurés en valeur agréée n'est toutefois pas exigée.

Si les conditions particulières font mention de l'adaptation automatique et d'un indice de souscription, l'indemnité relative au bâtiment* calculée au jour du sinistre, sera majorée pendant le délai normal de reconstruction en fonction du dernier indice connu au moment de chaque paiement, sans que l'indemnité totale ainsi majorée ne puisse dépasser 110 % de l'indemnité initialement fixée, ni excéder le coût réel total de la reconstruction ;

2. à défaut de reconstruction et de reconstitution des biens assurés* sinistrés, l'indemnité sera payée à raison de 60 % du montant obtenu conformément aux articles 23 et 24.
3. le défaut de reconstruction ou de reconstitution des biens assurés sinistrés pour une cause étrangère à la volonté de l'assuré* est sans effet sur le calcul de l'indemnité, sauf qu'il rend inapplicable la clause de valeur à neuf* ;
4. en cas de reconstruction ou de reconstitution partielle des biens assurés sinistrés, l'indemnité sera payée :
 - en ce qui concerne la partie reconstruite ou reconstituée des biens, selon les dispositions du paragraphe B. 1. ci-avant,
 - en ce qui concerne la partie non reconstruite ou non reconstituée des biens, selon les dispositions des paragraphes B. 2. et B. 3. ci-avant;
5. quelle que soit la décision de l'assuré* quant à la reconstruction et à la reconstitution des biens assurés sinistrés, la Société* s'engage à lui verser, le cas échéant à titre d'acompte, le montant déterminé en vertu du 2. ci-avant dans le délai et aux conditions fixés par le paragraphe A ;
6. l'assuré* ne peut, en aucun cas, faire le délaissement, même partiel, des biens assurés sinistrés. La Société* a la faculté de reprendre, réparer ou remplacer les biens sinistrés ;
7. l'indemnité allouée en vertu d'une assurance pour compte ou au profit d'une personne différente du preneur d'assurance est versée au preneur d'assurance qui en effectue le paiement à cette personne sous sa seule responsabilité et sans aucun recours possible de la part de cette dernière à l'encontre de la Société*.

La Société* a toutefois la faculté soit de payer cette indemnité à la personne précitée, soit de demander au preneur d'assurance de lui fournir au préalable l'autorisation de recevoir délivrée par cette personne précitée ou la preuve du paiement à celle-ci. Toutes nullités, exceptions, réductions, suspensions ou déchéances opposables au preneur d'assurance le sont également à toute autre personne ;

8. toutes taxes généralement quelconques (en ce compris la taxe sur la valeur ajoutée) ne sont prises en charge par la Société* que dans la mesure où il est justifié de leur paiement.

C. Dans les assurances de responsabilité :

1. l'indemnisation s'opère sans avoir égard à la reconstruction ou à la reconstitution des biens assurés* sinistrés;
2. si la fixation de l'indemnisation ou les responsabilités assurées venaient à être contestées, le paiement de l'éventuelle indemnité s'y rapportant doit intervenir dans les trente jours qui suivent la clôture desdites contestations.

TITRE II CONDITIONS COMMUNES

Chapitre I Exclusions et déclarations

Article 26 Exclusions

A. Sont exclus de l'assurance les dommages suivants :

1. les dommages subis par le contenu des séchoirs à chaud, fours, fumoirs, torrificateurs et couveuses si le sinistre trouve son origine à l'intérieur de ces installations ou appareils ;
2. les dommages à un appareil ou à un récipient (y compris l'appareil dont ce dernier fait partie) par une explosion* due à l'usure ou au vice propre de cet appareil ou de ce récipient ;
3. les dommages accessoires d'un sinistre tels que perte ou vol d'objets ainsi que l'aggravation de pertes survenant depuis le sinistre ;
4. les dommages ou l'aggravation de dommages se rapportant directement ou indirectement à un des cas ci-après
 - a) la guerre ou tout fait de même nature, la guerre civile, les actes de terrorisme ou de sabotage* ;
 - b) mutinerie, insurrection, rébellion, révolution, loi martiale ou état de siège,
 - c) les crues, les inondations*, les raz-de marée, les glissements et affaissements de terrain, les tremblements de terre* ou tous autres cataclysmes naturels ;
5. les dommages ou l'aggravation de dommages qui sont causés directement ou indirectement par ou qui ont un rapport quelconque avec :
 - a) des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome,
 - b) tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute source de rayonnements ionisants autre que celles dont question sous B3 ci-dessous ;
6. les dommages ou l'aggravation de dommages qui sont la conséquence d'une décision d'une autorité judiciaire, administrative, de droit ou de fait quelconque, sauf
 - s'il s'agit de dispositions prises pour assurer la sécurité et la protection des biens assurés en cas de sinistre couvert,
 - s'il s'agit d'une disposition obligeant à la décontamination du sol pour permettre la remise en état des cours et jardins dans les limites de la couverture de l'article 24.D.3.
7. les dommages à tous biens meubles, propriété d'un assuré*, garantis par un autre contrat d'assurance, lorsqu'ils résultent d'un péril assuré par cet autre contrat.

Au cas où l'assuré* obtiendrait néanmoins une indemnité, à charge du présent contrat en vertu de la loi sur le contrat d'assurance terrestre, il subroge conventionnellement la Société* dans ses droits et actions contre l'assureur de cet autre contrat.

8. les dommages, quels qu'ils soient, causés, aggravés ou influencés par une explosion d'explosifs* dans l'établissement* assuré. Cette exclusion n'est pas d'application aux matières dont l'emploi est inhérent à l'activité déclarée de l'assuré et que l'assuré a déclaré la présence de celles-ci à l'assureur.
9. toute perte ou altération de données informatiques ou de programmes.
10. les dommages causés par tout acte volontaire par lequel un bien est endommagé ou détruit en ayant recours à l'usage d'explosifs ou à des moyens biologiques, chimiques, nucléaires ou radioactifs ;

11. les dommages causés par la présence ou la dispersion d'amiante (asbeste), de fibre d'amiante ou de produit contenant de l'amiante.
- B. Sauf convention contraire dans les conditions particulières, sont exclus de l'assurance, les dommages suivants :
1. les dommages subis par les installations électriques faisant partie du bâtiment, les appareils, machines et moteurs électriques, les composants électroniques*, les appareils électroniques* et par leurs accessoires, à moins que ces dommages ne soient causés par un péril assuré dont l'origine est extérieure à l'équipement endommagé, les dommages causés par l'action de l'électricité restant toutefois exclus.

En ce qui concerne les machines, outils et autres matériels, la présente exclusion est toutefois limitée à l'appareillage électrique et/ou électronique;
 2. les dommages causés au contenu par un changement de température résultant d'un arrêt ou d'un dérangement dans la production du froid ou de la chaleur, quelle que soit l'origine de cet arrêt ou de ce dérangement;
 3. les dommages ou l'aggravation des dommages causés par toute source de rayonnements ionisants (en particulier tout radio-isotope) qui peut être utilisée en dehors d'une installation nucléaire et pour laquelle les autorisations légales ont été obtenues;
 4. le mobilier* appartenant aux hôtes de l'assuré*.
- C. Sont également exclus de l'assurance, dans la mesure où les garanties souscrites par le preneur d'assurance dans le cadre des articles 6 à 10 n'y dérogent pas, les dommages, aggravations de dommages, se rapportant directement ou indirectement à un des cas ci-après :
1. conflit du travail;
 2. émeutes* ou mouvements populaires*;
 3. réquisition sous toutes ses formes, occupation totale ou partielle des biens désignés* par une force militaire ou de police ou par des combattants réguliers ou irréguliers.

Article 27 Description et modification du risque - Déclaration du Preneur d'assurance

A. Lors de la conclusion du contrat.

1. Le Preneur d'assurance a l'obligation de déclarer exactement toutes les circonstances connues de lui et qu'il doit raisonnablement considérer comme constituant pour la Société* des éléments d'appréciation du risque.

Il doit notamment :
 - a) énumérer et spécifier les biens sur lesquels porte l'assurance,
 - b) déclarer l'exécution de tous travaux de construction ou de transformation des bâtiments* ainsi que l'installation dans les biens assurés des équipements et du matériel*.
 - c) déclarer les autres assurances ayant le même objet et portant sur les mêmes biens, les montants pour lesquels ils sont assurés et par qui ils sont garantis,
 - d) déclarer les refus, réductions ou résiliations des assurances contre les mêmes périls et portant sur les mêmes biens,
 - e) déclarer les sinistres causés par un péril garanti par le présent contrat qui, au cours des cinq dernières années, ont frappé l'établissement*,
 - f) déclarer les renoncements à des recours éventuels contre des responsables ou garants à l'exception des abandons de recours consentis à l'article 31 A.
 - g) déclarer tout concordat judiciaire octroyé pendant les trois dernières années ainsi que les résultats d'exploitation négatifs de ces mêmes années.
2. Si le Preneur d'assurance est en défaut de satisfaire à son obligation de déclaration visée au 1. et que l'omission ou l'inexactitude est intentionnelle et induit la Société* en erreur sur les éléments d'appréciation du risque, le contrat est nul. Les primes échues jusqu'au moment où la Société* a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude intentionnelles lui sont dues.
3. Si le Preneur d'assurance est en défaut de satisfaire à son obligation de déclaration visée au 1. et que l'omission ou l'inexactitude dans la déclaration n'est pas intentionnelle, la Société* propose, dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude, la modification du contrat avec effet au jour où elle a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude.

Si la proposition de modification du contrat est refusée par le Preneur d'assurance ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, cette dernière n'est pas acceptée, la Société* peut résilier le contrat dans les quinze jours.

Néanmoins, si la Société* apporte la preuve qu'elle n'aurait en aucun cas assuré le risque, elle peut résilier le contrat dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude.

4. Si un sinistre survient avant que la modification du contrat ou que la résiliation visée au 3. ait pris effet, la Société* :
 - fournit la prestation convenue lorsque l'omission ou la déclaration inexacte ne peut être reprochée au Preneur d'assurance,
 - fournit une prestation, selon le rapport entre la prime payée et la prime que le Preneur d'assurance aurait dû payer s'il avait régulièrement déclaré le risque, lorsque l'omission ou la déclaration inexacte peut lui être reprochée.

Toutefois si la Société* apporte la preuve qu'elle n'aurait en aucun cas assuré le risque dont la nature réelle est révélée par le sinistre, sa prestation est limitée au remboursement de la totalité des primes payées.

B. En cours de contrat.

1. Le Preneur d'assurance a l'obligation de déclarer, dans les conditions de l'article 27 A. 1., les circonstances nouvelles ou les modifications de circonstances qu'il doit raisonnablement considérer comme étant de nature à entraîner une aggravation sensible et durable du risque de survenance des périls assurés ou de l'importance des dommages.
2. Lorsque ce risque s'est aggravé de telle sorte que, si l'aggravation avait existé au moment de la souscription, la Société* n'aurait consenti l'assurance qu'à d'autres conditions, elle propose, dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a eu connaissance de l'aggravation, la modification du contrat avec effet rétroactif au jour de l'aggravation.
Si la proposition de modification du contrat est refusée par le Preneur d'assurance ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, cette dernière n'est pas acceptée, la Société* peut résilier le contrat dans les quinze jours.
Néanmoins, si la Société* apporte la preuve qu'elle n'aurait en aucun cas assuré le risque aggravé, elle peut résilier le contrat dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a eu connaissance de l'aggravation.
3. Si un sinistre survient avant que la modification du contrat ou que la résiliation visée au 2. ait pris effet, la Société* effectue la prestation convenue si le Preneur d'assurance a rempli l'obligation de déclaration visée à l'article 27 B. 1.
4. Si un sinistre survient et que le Preneur d'assurance n'a pas rempli l'obligation reprise au 27 B. 1., la Société* :
 - effectue la prestation convenue lorsque le défaut de déclaration ne peut être reproché au Preneur d'assurance ,
 - effectue sa prestation selon le rapport entre la prime payée et la prime que le Preneur aurait dû payer si l'aggravation avait été prise en considération, lorsque le défaut de déclaration peut être reproché au preneur.
Toutefois, si la Société* apporte la preuve qu'elle n'aurait en aucun cas assuré le risque aggravé, sa prestation est limitée au remboursement de la totalité des primes payées,
 - refuse sa garantie si le Preneur d'assurance a agi dans une intention frauduleuse en ne déclarant pas l'aggravation.
Les primes échues jusqu'au moment où l'assureur a eu connaissance de la fraude lui sont dues à titre de dommages et intérêts.
5. Lorsque le risque de survenance des périls assurés a diminué d'une façon sensible et durable au point que, si la diminution avait existé au moment de la souscription, la Société* aurait consenti l'assurance à d'autres conditions, celle-ci accorde une diminution de la prime à due concurrence à partir du jour où elle a eu connaissance de la diminution du risque. Si la Société* et le Preneur d'assurance ne parviennent pas à un accord sur la prime nouvelle dans un délai d'un mois à compter de la demande de diminution formulée par ce dernier, celui-ci peut résilier le contrat.

Article 28 Visite de l'établissement* assuré

Sans dérogation à ce qui précède, la Société* peut, à tout moment, faire visiter un établissement* assuré.

Chapitre II Sinistres

Article 29 Obligations de l'assuré*

- A. En tout temps, l'assuré* doit prendre toutes mesures utiles et notamment toutes les précautions d'usage pour prévenir les sinistres et faire observer par son personnel et par toutes autres personnes se trouvant dans son établissement*, les mesures de précaution stipulées dans le contrat.

B. En cas de sinistre l'assuré* doit :

1. prendre toutes mesures raisonnables pour prévenir et atténuer les conséquences du sinistre.
La Société* supporte même au-delà des montants assurés les frais de sauvetage*, lorsqu'ils ont été exposés en bon père de famille alors même que les diligences faites; l'auraient été sans résultat.
Toutefois, pour l'ensemble des dommages aux biens, ces frais sont supportés à concurrence d'un montant égal aux montants assurés pour ces biens avec un maximum de 18.750.000 EUR.
Pour les assurances de responsabilité, ces frais sont intégralement à charge de la Société pour autant que le total du dédommagement et des frais de sauvetage* ne dépasse pas, par Preneur d'assurance et par sinistre, le montant assuré pour cette responsabilité.
Au delà du montant assuré pour cette responsabilité, ces frais sont limités à :
 - 500.000 EUR lorsque la somme totale assurée est inférieure ou égale à 2.500.000 EUR;
 - 500.000 EUR + 20 % de la partie de la somme totale assurée comprise entre 2.500.000 EUR et 12.500.000 EUR;
 - 2.500.000 EUR + 10 % de la partie de la somme totale assurée qui excède 12.500.000 EUR avec un maximum de 10.000.000 EUR.Ces montants sont liés à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, l'indice de base étant 113,77, du mois de novembre 1992 (base 1988 = 100);
2. déclarer à la Société*, au plus tard dans les huit jours à compter de sa survenance le sinistre, ses circonstances, ses causes connues ou présumées, les mesures de sauvetage entreprises ainsi que toute autre assurance ayant le même objet relative aux mêmes biens.
Toutefois, ce délai est réduit à 24 heures en cas de dommages causés aux animaux.

La Société* ne peut se prévaloir de ce que les délais précités pour déclarer le sinistre n'ont pas été respectés si cette déclaration a été donnée aussi rapidement que cela pouvait raisonnablement se faire;
3. transmettre, dans les quarante-cinq jours de la déclaration, un état estimatif détaillé et certifié par lui sincère et véritable des dommages et de la valeur des biens assurés, avec indication de l'identité des ayants droit;
4. fournir à la Société* et autoriser celle-ci à ce procurer tous les éléments justificatifs et cet état et relatifs aux causes du sinistre. A cet effet l'assuré* autorise la Société* à recueillir, dès la survenance du sinistre, toutes les données, notamment comptables, qu'elle jugerait utiles, tant aux sièges de l'entreprise qu'à ceux de ses éventuelles filiales, sociétés-soeurs ou holdings ;
5. justifier de l'absence de créance hypothécaire ou privilégiée, sinon fournir à la Société* une autorisation de recevoir délivrée par les créanciers inscrits, à moins que les biens assurés sinistrés n'aient entre-temps été complètement reconstruits ou reconstitués; fournir à la Société* une autorisation de recevoir des créanciers qui auraient fait opposition régulière sur les indemnités ;
6. s'abstenir de tout abandon de recours.
7. lorsque les dommages sont dus à un événement garanti par une des assurances "conflits du travail*", émeutes* et mouvements populaires**" (art. 6 à 10), accomplir dans les plus brefs délais toutes les démarches auprès des autorités compétentes en vue de l'indemnisation des dommages, et rétrocéder à la Société* l'indemnisation des dommages qui lui est versée par ces autorités, dans la mesure où elle fait double emploi avec toute indemnité octroyée pour les mêmes dommages en exécution du présent contrat d'assurance.

C. En cas de sinistre mettant en cause une des responsabilités garanties par le présent contrat, l'assuré* doit en outre :

1. transmettre à la Société* tout acte judiciaire ou extrajudiciaire dès sa notification, sa signification ou sa remise à l'assuré*, comparaître aux audiences, se soumettre aux mesures d'instruction ordonnées par le tribunal et accomplir les actes de procédure demandés par la Société*.
2. sous peine de déchéance, s'abstenir de toute reconnaissance de responsabilité, de toute transaction, de toute fixation de dommage, de tout paiement ou promesse d'indemnité. L'aveu de la matérialité d'un fait ou la prise en charge par l'assuré* des premiers secours pécuniaires et des soins médicaux immédiats ne peuvent constituer une cause de refus de garantie par la Société*.

D. Sanctions :

1. si l'assuré* ne remplit pas l'une des obligations visées au B. et C. ci-avant, la Société* peut réduire sa prestation à concurrence du préjudice qu'elle a subi. Toutefois, elle peut décliner totalement sa garantie si ce manquement a été fait dans une intention frauduleuse.
2. en outre, la Société* peut décliner totalement sa garantie en raison de l'inexécution d'une obligation déterminée imposée par le contrat, à la condition que le manquement soit en relation causale avec la survenance du sinistre.

Article 30 Procédure d'estimation des dommages

- A. Pour l'assurance de dégâts matériels, les dommages, la valeur avant sinistre des biens désignés et le pourcentage de vétusté* sont estimés de gré à gré ou par deux experts, l'un nommé par le Preneur d'assurance, l'autre par la Société*.
- En cas de désaccord sur le montant des dommages garantis par l'assurance, les experts concernés s'adjoignent un troisième expert avec lequel ils forment un collège qui statue à la majorité des voix, mais à défaut de majorité l'avis du troisième expert prévaut. Les estimations sont souveraines et irrévocables.
- B. Faute par l'une des parties de nommer son expert, cette nomination est faite, à la requête de la partie la plus diligente, par le président du Tribunal de première instance du domicile du Preneur d'assurance. Il en est de même si les deux experts ne s'entendent pas sur le choix du troisième expert ou si l'un d'eux ne remplit pas sa mission.
- C. Chacune des parties supporte les frais et honoraires de son expert. Les frais et honoraires du troisième expert, ainsi que les frais de sa désignation en justice, sont supportés par moitié par la Société* et le Preneur d'assurance.
- D. L'expertise ou toute opération faite dans le but de fixer le montant des dommages ne préjudicie en rien aux droits et exceptions que la Société* peut invoquer. Elle n'oblige donc pas la Société* à indemnisation. Il en est de même en ce qui concerne les mesures prises pour le sauvetage des biens sauvés et la garde des biens sinistrés.

Article 31 Recours

- A. La Société qui a payé tout ou partie de l'indemnité est subrogée, à concurrence du montant de celle-ci, dans tous les droits et actions du bénéficiaire. Par le seul fait du contrat, le Preneur d'assurance confère à la Société* le droit de prendre toutes mesures conservatoires à l'égard du responsable.

La Société* renonce toutefois à tout recours qu'elle peut exercer contre :

1. tout assuré* (y compris les nus-propriétaires et usufruitiers assurés conjointement par le contrat et les copropriétaires assurés conjointement par le contrat).
 2. les descendants, les ascendants, le conjoint, les alliés en ligne directe du preneur d'assurance, les personnes vivant à son foyer, ses hôtes et les membres de son personnel,
 3. les personnes vivant au foyer des membres du personnel, des mandataires et des associés du Preneur d'assurance, logés dans l'établissement*,
 4. les fournisseurs qui distribuent par canalisation ou par câble le courant électrique, le gaz, la vapeur, l'eau, les sons, l'image et l'information, à l'égard desquels et dans la mesure où l'assuré* a dû abandonner son recours,
 5. le bailleur de l'assuré* lorsque cet abandon de recours est prévu dans le bail.
- B. Pour les dommages causés aux biens assurés pour compte ou au profit d'une personne différente du Preneur d'assurance, la Société* se réserve toutefois le droit d'exercer un recours s'il s'agit de biens immeubles dont le Preneur d'assurance, un assuré* ou un tiers, est locataire ou occupant, sauf si ce tiers est une des personnes citées au A. 2.
- C. Toute renonciation de la Société* à un recours n'a pas d'effet :
- en cas de malveillance,
 - dans la mesure où le responsable est effectivement garanti par une assurance couvrant sa responsabilité,
 - dans la mesure où le responsable peut exercer lui-même un recours contre tout autre responsable.
- Toutefois, même dans cette dernière hypothèse, la Société* renonce à tout recours contre les personnes citées au A. 2.

Chapitre III Prime, frais et impositions légales

Article 32 Paiement de la prime

- A. La prime est annuelle. Elle est payable par anticipation à la réception d'un avis d'échéance ou sur présentation d'une quittance. La prime commerciale ne peut être augmentée que des taxes et des cotisations établies ou à établir du chef du contrat ainsi que des frais de police et d'avenants. La prime commerciale comprend les chargements pour fractionnement éventuel.
- B. En cas de défaut de paiement de la prime, la Société vous adresse un premier rappel, sans frais. Si la prime reste impayée suite à ce rappel, nous vous adressons une mise en demeure par envoi recommandé et vous nous serez alors redevable, en complément, de frais administratifs, fixés forfaitairement à 20,00 €.

Le défaut de paiement de la prime dans les quinze jours à compter du lendemain d'une mise en demeure adressée au Preneur d'assurance par exploit d'huissier ou par lettre recommandée à la poste donne lieu à la suspension de la garantie ou à la résiliation du contrat.

En outre, la Société* qui a suspendu son obligation de garantie peut résilier ultérieurement le contrat; si elle s'en est réservée la faculté dans la mise en demeure la résiliation prend effet à l'expiration d'un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours à

compter du premier jour de la suspension. Si elle ne s'est pas réservée cette faculté dans la mise en demeure, la résiliation interviendra moyennant une nouvelle mise en demeure comme dit ci-avant.

La garantie suspendue reprend effet le lendemain à zéro heure du jour du paiement intégral des primes échues, augmentées-s'il y a lieu des intérêts.

Article 33 Restitution de la prime - Mise au tarif

- A. En cas de résiliation, suppression ou réduction de tout ou partie de l'assurance, la Société* restitue au Preneur d'assurance le prorata de la prime non courue à la date d'effet de la résiliation, de la suppression ou de la réduction de l'assurance.
- B. La Société* se réserve de mettre, le cas échéant, le contrat en conformité avec les taux, clauses et conditions du tarif en vigueur à la Société*. Cette mise au tarif sera applicable à partir de la première échéance annuelle postérieure d'au moins trois mois à la date de sa notification au Preneur d'assurance.

Chapitre IV Durée

Article 34 Formation du contrat

Le contrat est formé dès la signature des parties. Les Preneurs d'assurance, signataires d'un seul et même contrat, sont engagés solidairement et indivisiblement.

Pour les assurances "conflit du travail*, émeutes* et mouvements populaires*" (art. 6 à 10), la garantie prend effet le septième jour à zéro heure qui suit l'acceptation par la Société* de la demande de couverture.

Article 35 Durée du contrat

La durée du contrat est fixée aux conditions particulières. Sauf convention contraire le contrat d'une durée inférieure à une année prend fin à la date indiquée. Le contrat souscrit pour une durée d'une année ou plus se reconduira tacitement pour des périodes consécutives identiques, fractions d'année exclues, avec un maximum de trois ans. Chacune des parties peut s'y opposer par lettre recommandée déposée à la poste au moins trois mois avant l'arrivée du terme du contrat. L'heure de la prise et de la cessation d'effet de l'assurance est conventionnellement fixée à zéro heure.

La Société* se réserve la possibilité de suspendre, à tout moment, les garanties reprises aux articles 6 à 10 moyennant préavis de 7 jours prenant cours le lendemain du dépôt à la poste de la notification de la suspension ou de l'acte extrajudiciaire contenant pareille notification.

Article 36 Résiliation et réduction

- A. La Société* peut résilier tout ou partie du contrat :
 1. en cas de non-paiement de la prime conformément à l'article 32 ;
 2. dans les cas visés à l'article 27 relatif à la description et à la modification du risque conformément aux stipulations de cet article;
 3. après chaque sinistre déclaré, mais au plus tard un mois après le paiement ou le refus de paiement de l'indemnité;
 4. en cas de faillite du Preneur d'assurance, mais au plus tôt trois mois après la déclaration de faillite;
 5. en cas de décès du Preneur d'assurance conformément à l'article 37.

Dans les cas 2. à 5., la résiliation prend effet à l'expiration du délai d'un mois à compter du lendemain de sa notification.

Toutefois :

- dans les cas 2. et 3., lorsque l'assuré* a manqué à l'une de ses obligations dans l'intention de tromper la Société*, la résiliation prend effet lors de sa notification ;
- dans le cas 3., pour les risques tombant sous l'application de l'arrêté royal du 24 décembre 1992 réglementant l'assurance contre l'incendie et d'autres périls en ce qui concerne les risques simples", la résiliation ne prend effet qu'au plus tôt trois mois après notification.

- B. Le Preneur d'assurance peut résilier le contrat :
 1. en cas de résiliation partielle de celui-ci par la Société*, avec effet au jour où cette résiliation partielle produit elle-même ces effets ;

2. en cas de mise du contrat en conformité avec les taux, clauses et conditions du tarif en vigueur (art. 33, B.), avec effet à l'échéance annuelle de la prime qui suit la notification ;
 3. en cas de diminution du risque avec effet un mois à compter du lendemain de sa notification.
- C. La Société* et le preneur ont le droit de résilier :
- la garantie "tempête et grêle" à chaque échéance moyennant un préavis de 3 mois prenant cours le lendemain du dépôt à la poste de la notification de la suspension ou de l'acte extrajudiciaire contenant pareille notification.
 - les garanties données au terme des articles 6 à 10 à tout moment moyennant un préavis de 1 mois prenant cours le lendemain du dépôt à la poste de la notification de la résiliation ou de l'acte extrajudiciaire contenant pareille notification.
- D. En cas de faillite du Preneur d'assurance, le curateur peut résilier le contrat dans les 3 mois qui suivent la déclaration de la faillite, avec effet à l'expiration du délai d'un mois à compter du lendemain de la notification de la résiliation.

Article 37 Décès du Preneur d'assurance

En cas de transmission de l'intérêt assuré, à la suite du décès du Preneur d'assurance, les droits et les obligations nés du contrat sont transmis au nouveau titulaire de cet intérêt.

En cas d'indivision, les indivisaires demeurent solidairement et indivisiblement obligés à l'exécution du contrat. Après la sortie d'indivision et pour autant que la Société* en ait été avisée, l'héritier qui devient seul titulaire de l'intérêt assuré reste seul tenu de l'exécution du contrat.

Toutefois, les nouveaux titulaires de l'intérêt assuré et la Société* peuvent notifier la résiliation du contrat, les premiers par lettre recommandée à la poste dans les trois mois et quarante jours du décès, la seconde par exploit d'huissier ou par lettre recommandée à la poste, dans les trois mois du jour où elle a eu connaissance du décès.

Article 38 Cession des biens assurés

En cas de cession entre vifs d'un bien assuré, l'assurance prend fin de plein droit :

- s'il s'agit d'un immeuble : trois mois après la date de passation de l'acte authentique. Jusqu'à l'expiration de ce délai, la garantie accordée au cédant est acquise au cessionnaire, sauf si ce dernier bénéficie d'une garantie résultant d'un autre contrat. En l'absence de pareille garantie, la Société* abandonne son recours contre le cédant, sauf cas de malveillance ;
- s'il s'agit d'un meuble : dès que l'assuré* n'en a plus la possession.

Chapitre V Dispositions diverses

Article 39 Arbitrage et loi applicable

- A. Toutes contestations entre parties, autres que celles relatives au recouvrement des primes, impôts et frais, sont soumises à trois arbitres choisis le premier par le Preneur d'assurance, le deuxième par la Société* et le troisième par les deux premiers.
- B. Les arbitres jugent en commun dans les termes du droit et ils ne peuvent, sous peine de nullité, s'écarter des dispositions du présent contrat. Ils sont dispensés des formalités judiciaires.
- C. Faute par l'une des parties de nommer son arbitre ou par les arbitres de s'accorder sur le choix du troisième arbitre, la nomination en est faite, à la requête de la partie la plus diligente, par le président du Tribunal de première instance du domicile du Preneur d'assurance, à moins de convention contraire postérieure à la naissance du litige soumis à l'arbitrage et il est ensuite procédé comme il est dit au B. ci-dessus.
- D. Les frais d'arbitrage sont supportés par moitiés entre le Preneur d'assurance et la Société*.
- E. Le contrat est régi par la loi belge.
- F. Toute plainte au sujet du contrat peut être adressée auprès du Service Ombudsman Assurances à 1000 Bruxelles, Square de Meeûs 35 (tél.: 02/547.58.71 - fax: 02/547.59.75 - www.ombudsman.as).

Article 40 Domicile et correspondance

- A. Le domicile des parties est élu de droit, à savoir celui de la Société* en son siège en Belgique et celui du Preneur d'assurance à l'adresse indiquée dans le contrat ou notifiée ultérieurement à la Société*.

Toutefois, pour la désignation par le président du Tribunal de première instance des experts ou des arbitres dont question aux articles 30 et 39, le Preneur d'assurance ayant son domicile à l'étranger fait élection de domicile à la situation du risque à propos de l'assurance duquel la contestation est née.

- B. Toute notification est valablement faite à ces adresses, même à l'égard d'héritiers ou d'ayants cause du Preneur d'assurance et tant que ceux-ci n'ont pas signifié un changement d'adresse à la Société*.
En cas de pluralité de Preneurs d'assurance, toute communication de la Société* adressée à l'un d'eux est censée faite à tous.
- C. Toute notification est valablement faite par lettre recommandée ou par toute autre forme admise par la loi.

Article 41 Contrat collectif

- A. Lorsque plusieurs sociétés* sont parties au présent contrat, un apériteur est désigné dans les conditions particulières; à défaut la première Société* citée dans la liste des coassureurs agit en qualité d'apériteur.
- B. 1. L'assurance est souscrite par chaque Société* pour sa part et sans solidarité, aux mêmes clauses et conditions que celles d'application entre l'apériteur et le Preneur d'assurance.
Le montant de prévision se répartit entre les sociétés* dans les mêmes proportions que les montants assurés. Lorsque les augmentations des montants assurés dépassent le montant de prévision, l'excédent n'est assuré qu'après accord de chacun des coassureurs, nonobstant la procuration donnée à l'apériteur reprise au paragraphe C. 4.
- 2. Les coassureurs étrangers élisent domicile à l'adresse qu'ils indiquent dans le contrat ou, à défaut, en leur siège en Belgique; ils reconnaissent la compétence de la juridiction arbitrale prévue à l'article 39 ainsi que celle des juridictions belges.
- C. 1. L'apériteur établit le contrat qui est signé par toutes les parties en cause. Le contrat est dressé en deux exemplaires qui sont destinés : l'un au Preneur d'assurance et l'autre à l'apériteur, qui détient l'exemplaire formant le titre des coassureurs.
- 2. L'apériteur remet une copie du contrat à chacun des coassureurs qui reconnaît l'avoir reçue par la seule signature de celui-ci.
- 3. L'apériteur est réputé mandataire des coassureurs pour recevoir les déclarations prévues par le contrat. L'assuré* peut lui adresser toutes les significations et notifications sauf celles relatives à une action en justice intentée contre les autres coassureurs. L'apériteur en informe les coassureurs sans délai.
- 4. L'apériteur reçoit procuration de la part des autres coassureurs pour la signature de tous avenants, et pour proposer au Preneur d'assurance les modifications au contrat dans le cadre de l'application de l'article 27. Le Preneur d'assurance s'interdit d'exiger la signature des avenants par les autres coassureurs, ses obligations envers chacun d'eux.
- 5. L'apériteur reçoit l'avis de sinistre et en informe les autres coassureurs. Il fait les diligences requises en vue du règlement des sinistres et choisit, à cette fin, l'expert des coassureurs, sans préjudice toutefois du droit de chacun des coassureurs de faire suivre l'expertise par un mandataire de son choix.
- D. L'apériteur doit sans délai déclarer aux autres coassureurs, toute résiliation ou modification de sa part. Ces coassureurs doivent agir de même vis-à-vis de l'apériteur.
- E. En cas de résiliation ou de réduction de la part de l'apériteur, les autres coassureurs disposent d'un délai d'un mois à partir de cette résiliation ou réduction pour résilier ou modifier leur part. La résiliation par les autres coassureurs prend effet à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification, sans que la date d'effet ne puisse être antérieure à celle qui est applicable pour la part de l'apériteur.
En cas de résiliation de la part de l'apériteur, le Preneur d'assurance dispose d'un délai d'un mois à partir de la notification de la résiliation pour résilier lui-même l'ensemble du contrat.
- F. En cas de résiliation de la part de l'apériteur, le Preneur d'assurance dispose d'un délai d'un mois à partir de la notification de la résiliation pour résilier lui-même l'ensemble du contrat.

Article 42 Hiérarchie des conditions

Les conditions générales des chapitres I à IX de la première section et celles de la seconde section ainsi que d'éventuelles clauses additionnelles s'appliquent dans la mesure où il en est fait mention aux conditions particulières du contrat.

Les conditions particulières complètent les conditions générales et les clauses additionnelles. Elles les abrogent dans la mesure où elles leur seraient contraires.

Article 43 Définitions générales

Les mots et expressions signalés par un astérisque dans les présentes conditions générales ont la même signification et la même portée lorsqu'ils sont utilisés à tout autre endroit du contrat.

ACTE DE MALVEILLANCE

Fait intentionnel destiné à nuire.

ACTE DE TERRORISME OU DE SABOTAGE :

Action organisée dans la clandestinité à des fins idéologiques, politiques, religieuses, économiques ou sociales, exécutée individuellement ou en groupe et attentant à des personnes ou détruisant partiellement ou totalement la valeur économique d'un bien :

- soit en vue d'impressionner le public, de créer un climat d'insécurité ou de faire pression sur les autorités (terrorisme),
- soit en vue d'entraver la circulation ou le fonctionnement normal d'un service ou d'une entreprise (sabotage).

ACTE DE VANDALISME

Acte gratuit qui a pour effet d'endommager ou de détruire un bien.

APPAREILS ELECTRONIQUES

Appareils qui comprennent principalement des composants électroniques*.

ARRETE ROYAL RISQUES SIMPLES

Arrêté royal du 24 décembre 1992 réglementant l'assurance contre l'incendie et d'autres périls en ce qui concerne les risques simples*.

ASSURE

- le Preneur d'assurance et les personnes vivant à son foyer,
- leur personnel dans l'exercice de ses fonctions,
- les mandataires et associés du Preneur d'assurance dans l'exercice de leurs fonctions,
- tout autre personne mentionnée comme assuré dans le contrat d'assurance.

BATIMENT

Toute construction couverte par une même toiture se trouvant à la situation indiquée au contrat, en ce compris :

1. les fondations ;
2. les biens réputés immeubles par destination en vertu de l'article 525 du Code civil ;
3. les dépendances, mêmes séparées, construites en n'importe quel matériau pour autant :
 - a) que l'industrie proprement dite n'y soit pas exercée,
 - b) qu'elles ne servent ni de magasin, ni de salle d'emballage,
 - c) que leur superficie totale ne dépasse pas 10 % de celle du bâtiment désigné auquel elles sont attenantes ou voisines avec un maximum de 300 m²;
4. les massifs en maçonnerie ou en béton du matériel ;
5. — les compteurs et raccordements d'eau, de gaz, de vapeur et d'électricité,
— les raccordements téléphoniques et de radio- et télédistribution,
— les installations calorifiques fixes ;
6. les matériaux à pied d'oeuvre destinés à être incorporés au bâtiment ;
7. mais à l'exclusion :
 - du sol, y compris ses aménagements et recouvrements extérieurs,
 - des voies ferrées extérieures,
 - des quais non attenants, des ponts, des tunnels et des constructions similaires,

- des plantations de toute nature, des clôtures en plein air,
- des câbles et canalisations souterrains qui ne peuvent être atteints que par des travaux de terrassement,
- des biens définis comme matériel*.

Les termes suivants, utilisés dans la description du bâtiment figurant aux conditions particulières, signifient :

- *Ossature* :
Ensemble des éléments de structure supportant le bâtiment, parmi lesquels on distingue les colonnes et les poutres. Ces dernières, en position horizontale ou inclinée, sont destinées à supporter les planchers ou les couvertures. Les éléments de structure qui supportent les couvertures sont assemblés de façon à commander leur inclinaison. Ces assemblages constituent les fermes qui portent les pannes.
- *Murs extérieurs* :
Éléments verticaux qui assurent le clos des bâtiments, pouvant être constitués de matériaux de maçonnerie superposés, liés au mortier de chaux, de ciment, etc. ou de panneaux posés en applique sur une ossature, auquel cas le mur est aussi appelé bardage.
- *Couverture* :
Ensemble d'éléments disposés le plus souvent sur les éléments d'ossature et en particulier sur les pannes assurant le couvert des bâtiments.
- *Planchers* :
Élément horizontal qui constitue le sol d'un niveau. Dans les bâtiments à plusieurs niveaux, il constitue la séparation horizontale entre les niveaux.
- *Aménagements intérieurs* :
Éléments n'ayant aucune fonction de portance, disposés à l'intérieur d'un bâtiment, le plus souvent fixés à des murs, sous les toitures, sous les planchers, etc. créant un vide avec les éléments auxquels ils sont fixés.
- *Revêtements intérieurs* :
Éléments disposés à l'intérieur d'un bâtiment - généralement à usage décoratif - fixés à toute partie de celui-ci sans créer de vide et pouvant être mis en place sous forme de plaques, de dalles, de carreaux, etc.

BIENS ASSURES

Les biens décrits aux conditions particulières à la situation du risque qui y est indiquée et servant à l'usage qui y est décrit et qui ne sont pas exclus en vertu des conditions du présent contrat.

BIENS DESIGNES

- les biens assurés*,
 - les biens garantis par un contrat distinct mais qui pourraient être considérés comme des biens assurés* de la présente police s'ils n'étaient pas garantis par une police distincte,
 - les biens confiés ou loués lorsque l'assuré bénéficie d'une renonciation au recours de la part du propriétaire et/ou bailleur, pour autant que ces biens concourent à la réalisation du chiffre d'affaires de l'assuré.
- Tout autre bien non garanti en vertu des conditions tant générales que particulières n'est jamais considéré comme bien désigné.

CHOMAGE IMMOBILIER

Par cela on entend :

1. soit la privation de jouissance immobilière subie par un propriétaire occupant,
2. soit la perte de loyer, augmenté de ses charges accessoires, subie par un bailleur,
3. soit la responsabilité de l'assuré* fondé sur les articles 1302, 1732, 1733 et 1735 du Code Civil pour les dommages tels qu'ils sont définis ci-avant.

COMPOSANTS ELECTRONIQUES

Élément d'appareils électroniques* dont le fonctionnement repose sur la propriété de conduction asymétrique de certains matériaux, pris isolément ou en combinaison avec d'autres, tels que les semi-conducteurs, les transistors, les thyristors, les microprocesseurs, etc.

CONFLIT DU TRAVAIL

Toute contestation collective sous quelque forme qu'elle se manifeste dans le cadre des relations du travail, en ce compris :

- a) la grève :
arrêt concerté du travail par un groupe de salariés, employés, fonctionnaires ou indépendants ;
- b) le lock-out :
fermeture provisoire décidée par une entreprise afin d'amener son personnel à composer dans un conflit du travail.

DEGAT IMMATERIEL

Tout préjudice pécuniaire qui résulte de la privation d'avantages liés à l'exercice d'un droit ou à la jouissance d'un bien et notamment : les pertes d'exploitation, de marché, de clientèle, de renommée commerciale, de profits, le chômage mobilier ou immobilier, l'arrêt de production et autres préjudices similaires.

DEGAT MATERIEL

Celui qui est occasionné par la survenance d'un péril mentionné en conditions particulières de la section II et garanti selon les termes du contrat d'assurance "dégâts matériels" de référence mentionné en conditions particulières.

EMEUTE

manifestation violente, même non concertée, d'un groupe de personnes qui révèle une agitation des esprits et se caractérise par du désordre ou des actes illégaux ainsi que par une lutte contre les organismes chargés du maintien de l'ordre public, sans qu'il soit cherché pour autant à renverser des pouvoirs publics établis.

ETABLISSEMENT

Ensemble de biens situés au même endroit ou réunis dans un même enclos et concourant à la même exploitation.

EXPLOSIF

Toute substance susceptible d'une transformation chimique ou physique accompagnée d'une mise en liberté instantanée d'énergie ou de gaz d'un effet brisant, cette substance trouvant en elle-même les éléments nécessaires à cette transformation avec ou sans amorçage.

EXPLOSION

Une manifestation subite et violente de forces dues à l'expansion de gaz ou de vapeurs, que ceux-ci aient existé avant cette manifestation ou que leur formation en ait été concomitante. Est assimilée à une explosion au sens du présent contrat, l'implosion, c'est-à-dire une manifestation subite et violente de forces dues à l'irruption de gaz, de vapeurs ou de liquides dans des appareils et récipients quelconques, y compris les tuyaux et conduits.

Toutefois, les manifestations définies ci-avant survenant dans des appareils ou récipients ne sont considérées comme explosions que si leurs parois ont subi une rupture telle que, par suite de l'expansion ou de l'irruption de gaz, vapeurs ou liquides, l'équilibre des pressions à l'intérieur et à l'extérieur se soit produit subitement.

FRAIS DE CONSERVATION ET DE DEBLAIS

Les frais (gratifications exclues) exposés à bon escient par l'assuré* - ou la responsabilité de l'assuré* pour ces frais :

1. pendant la durée normale de reconstruction ou de reconstitution des biens assurés sinistrés :
 - pour protéger et conserver les biens assurés sauvés afin d'éviter une aggravation des dégâts ,
 - pour déplacer et replacer les biens assurés sinistrés afin de permettre leur réparation ;
2. — pour effectuer les déblaiements et démolitions des biens assurés sinistrés nécessaires à leur reconstruction ou à leur reconstitution,
 - pour transporter ces déblais, les décharger, les décontaminer et les traiter ;
3. pour remettre en état le jardin (en ce compris les plantations) ainsi que les cours du bâtiment* désigné qui auraient été endommagés par les travaux d'extinction, de préservation ou de sauvetage.

FRAIS DE SAUVETAGE

La Société prend en charge, même au-delà de la somme assurée, les frais de sauvetage relatifs aux dommages couverts.

La couverture est accordée tant en tenant compte de la définition que du montant de chaque garantie concernée.

Sont seuls couverts :

1. les frais découlant des mesures demandées par la Société* aux fins de prévenir ou d'atténuer les conséquences des sinistres garantis ;
2. les frais découlant des mesures raisonnables exposés d'initiative par l'assuré en bon père de famille et conformément aux règles de la gestion d'affaires, soit pour prévenir un sinistre garanti, soit pour en prévenir ou atténuer les conséquences, pour autant que :

- ces mesures soient urgentes, c'est-à-dire que l'assuré est obligé de les prendre sans délai, sans possibilité d'avertir et d'obtenir l'accord préalable de la Société*, sous peine de nuire aux intérêts de celle-ci ;
- s'il s'agit de mesures pour prévenir un sinistre garanti, il y ait danger imminent, c'est-à-dire que si ces mesures n'étaient pas prises, il en résulterait à très court terme et certainement un sinistre garanti.

L'assuré s'engage à informer immédiatement la Société de toute mesure de sauvetage entreprise.

Pour autant que de besoin, il est précisé que restent à charge de l'assuré :

- les frais découlant des mesures tendant à prévenir un sinistre garanti en l'absence de danger imminent ou lorsque le danger imminent est écarté;
- les frais qui résultent du retard de l'assuré, de sa négligence à prendre des mesures de prévention qui auraient dû l'être antérieurement.

GARANTIES ACCESSOIRES

Les garanties chômage immobilier*, frais de conservation et de déblais*, recours des locataires et occupants* et le recours des tiers.

Ces garanties peuvent être assurées isolément ou globalement à concurrence d'un pourcentage des montants assurés. Dans ce dernier cas, elles sont accordées dans l'ordre choisi par le Preneur d'assurance.

INONDATION

Par inondation on entend une situation temporaire pendant laquelle des territoires se trouvant normalement à sec sont complètement ou partiellement sous eau ou sous la boue.

MARCHANDISES

Les approvisionnements, matières premières, denrées, produits en cours de fabrication, produits finis, emballages, déchets relatifs à l'exploitation professionnelle du Preneur d'assurance qui sont sa propriété ou qui lui sont confiés; (à l'exclusion des marchandises durant leur transport).

MATERIEL

Les biens meubles à usage professionnel qui sont la propriété de l'assuré* ou qui lui sont confiés, notamment l'outillage, les agencements industriels ou commerciaux généralement quelconques, fixes ou mobiles, les archives, documents, livres de commerce, copies de plans, modèles et supports d'informations* mais à l'exclusion des véhicules automoteurs immatriculés en Belgique ou à l'étranger et des appareils de navigation aérienne et maritime.

Sont compris sous le vocable "matériel" :

1. les voies ferrées se trouvant à l'intérieur des bâtiments*;
2. les objets, effets, bicyclettes, vélomoteurs, motocyclettes et autres véhicules automoteurs appartenant au personnel du Preneur d'assurance et dont ce dernier assume la responsabilité,
3. les véhicules appartenant au personnel du Preneur d'assurance ou à des tiers, pour autant que le Preneur d'assurance en assume la responsabilité et qu'il n'exploite pas dans le bâtiment* désigné un garage public ou un atelier de réparation ou d'entretien d'automobiles,
4. tout agencement fixe ou tout aménagement apporté par les locataires ou occupants.

MOBILIER

Les biens meubles à usage privé qui sont la propriété de l'assuré*, ceux qui lui sont confiés ainsi qu'à sa domesticité, y compris les bicyclettes, vélomoteurs, motocyclettes et tout agencement ou aménagement apporté par les locataires ou occupants.

Sont exclus :

- les véhicules automoteurs immatriculés en Belgique ou à l'étranger.
- les lingots de métaux précieux, pierres précieuses ou perles fines non montées, monnaies, billets de banque, timbres et titres quels qu'ils soient, chèques et autres effets de commerce.

MOUVEMENT POPULAIRE

Manifestation violente, même non concertée, d'un groupe de personnes qui, sans qu'il y ait révolte contre l'ordre établi, révèle cependant une agitation des esprits se caractérisant par du désordre ou des actes illégaux.

PLANS, MODELES ET SUPPORTS D'INFORMATIONS

Les exemplaires uniques et originaux tels que plans, modèles, formes, supports d'informations, dessins, cartons Jacquard, gravures industrielles ou commerciales.

POLLUTION

Propagation ou diffusion de tout élément, matière ou agent toxique, corrosif, détériorant ou nuisible (autre que l'action directe d'une flamme, de la chaleur d'un incendie ou le déplacement d'air suite à une explosion) y compris les bactéries, virus, champignons ou autres organismes ou matières pouvant représenter un danger pour la santé ou pour les biens.

RECOURS DES LOCATAIRES ET OCCUPANTS

La responsabilité des dégâts matériels, des frais de conservation et de déblais* que l'assuré* encourt en cas de sinistre garanti par le présent contrat en sa qualité de bailleur (ou propriétaire) à l'égard de son locataire (ou occupant) du chef de vice de construction ou défaut d'entretien des bâtiments* (article 1721, alinéa 2, du Code civil).

La garantie comprend la prise en charge de la responsabilité de l'assuré* pour les frais exposés par le locataire ou l'occupant pour arrêter ou limiter un sinistre ou soustraire les biens assurés aux effets d'un sinistre.

RECOURS DES TIERS

La responsabilité que l'assuré encourt en vertu des articles 6.5 à 6.17 bis du Code Civil pour les dégâts matériels, les frais de conservation et de déblais* et le chômage immobilier* causés par un sinistre incendie ou explosion garanti par le présent contrat et qui, après avoir préalablement endommagé des biens assurés, se communique à des biens qui sont la propriété de tiers, y compris les hôtes.

La garantie comprend la prise en charge de la responsabilité de l'assuré pour les frais exposés par les tiers pour arrêter ou limiter les conséquences d'un sinistre ou soustraire ses biens aux effets d'un sinistre.

La garantie n'est pas acquise pour :

1. les dommages immatériels* à l'exception du chômage immobilier*;
2. les dommages causés à des tiers par un incendie ou une explosion qui, ayant pris naissance dans une installation ou un appareil électrique ou électronique, ne s'est pas communiqué(e) à d'autres biens assurés; cette exclusion ne s'applique pas lorsque l'assurance risque électrique est garantie par le contrat;
3. les dommages causés par toute fumée, par tous agents toxiques, corrosifs, dégradants, détériorants ou nuisibles, par tout produit d'extinction, à l'air, au sol, aux eaux de surface et souterraines. Sont également exclus les mêmes dommages causés aux végétaux et animaux sauf s'ils font l'objet, à titre professionnel, d'une exploitation agricole, horticole ou piscicole.

RESPONSABILITE LOCATIVE

La responsabilité des dégâts matériels que les locataires encourent en vertu des articles 1732, 1733 et 1735 du Code civil.

La garantie comprend la prise en charge de la responsabilité de l'assuré* pour les frais exposés par le bailleur pour arrêter ou limiter un sinistre ou soustraire les biens assurés aux effets d'un sinistre.

RESPONSABILITE D'OCCUPANT

La responsabilité des dégâts matériels que les occupants d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble encourent en vertu de l'article 1302 du Code civil. Ne sont pas considérés comme occupants les locataires et sous-locataires.

La garantie comprend la prise en charge de la responsabilité de l'assuré* pour les frais exposés par le propriétaire pour arrêter ou limiter un sinistre ou soustraire les biens assurés aux effets d'un sinistre.

RISQUES SIMPLES

Les risques répondant à la définition de l'article 5 de l'arrêté royal du 24 décembre 1992 modifié par l'arrêté du 29 décembre 1994 portant exécution de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre.

RUBRIQUE

Chacun des postes suivants pour lesquels un montant assuré distinct a été prévu aux conditions particulières : bâtiment*, marchandises*, matériel*, mobilier*, plans, modèles et supports d'informations*, responsabilité d'occupant*, responsabilité locative*.

SOCIETE

L'entreprise d'assurance auprès de laquelle le contrat est souscrit et désignée à cet effet aux conditions particulières.

TEMPETE ET GRELE

Vent violent, tornade, ouragan, cyclone, typhon, grêle.

TIERS

Toute personne autre que l'assuré*.

TREMBLEMENT DE TERRE

Par tremblement de terre on entend une secousse tellurique dont l'origine exclusive est le mouvement tectonique en ce compris les dommages par incendie et explosion consécutifs.

VALEUR AGREEE

La valeur qui, après taxation par toutes les parties, est expressément attribuée à certains biens pour servir, en cas de perte totale du bien, comme base d'indemnisation forfaitaire pour les dommages subis.

Un simple rapport de taxation qui a pour but essentiel de fixer la valeur des biens assurés avant sinistre pour éviter toute règle proportionnelle, n'a pour effet de transformer l'assurance des biens qui y sont mentionnés en assurance en valeur agréée qu'au cas où ce fait est expressément mentionné dans les Conditions Particulières.

VALEUR A NEUF

Prix coûtant de la reconstruction à neuf du bâtiment* - y compris les honoraires d'architectes - ou de la reconstitution à neuf du mobilier* ou du matériel*.

VALEUR DU JOUR

Valeur de bourse, de marché ou de remplacement.

VALEUR REELLE

Valeur à neuf*, vétusté* déduite.

VALEUR VENALE

Prix d'un bien que l'assuré* obtiendrait normalement s'il le mettait en vente sur le marché national.

VETUSTE

Dépréciation en fonction de l'âge du bien, de son usage, de la fréquence et de la qualité de son entretien.

ASSURANCES DEGATS MATERIELS RISQUES SPECIAUX

STIPULATIONS PARTICULIERES

1. Bâtiment en construction.

Conformément aux Conditions Générales de la police, l'assuré est tenu avant le début des essais du matériel et celui de l'emmagasinage de marchandises, d'en faire la déclaration à la Société et de payer les primes afférentes à l'industrie exercée suivant le tarif alors en vigueur.

2. Etablissement en inactivité.

Conformément aux Conditions Générales de la police, l'assuré est tenu, avant la mise en activité de l'établissement, d'en faire la déclaration à la Société et de payer les primes afférentes à l'industrie exercée suivant le tarif alors en vigueur.

4. Locataires et propriétaires assurés auprès de la Société.

Le taux de prime relatif à la "responsabilité locative" sera augmenté si le bâtiment cesse d'être garanti par le propriétaire auprès de la Société. Ce taux n'est accordé que jusqu'à concurrence du montant assuré pour le bâtiment par le propriétaire.

7. Risque locatif supplémentaire.

L'assurance supplémentaire de la responsabilité locative couvre, à concurrence du montant prévu aux conditions particulières, sans application de la règle proportionnelle, la responsabilité locative par l'assuré, locataire partiel du bâtiment, à l'égard du propriétaire pour la partie des dégâts excédant vingt fois le loyer annuel augmenté de ses charges accessoires et afférent aux locaux loués par l'assuré.

8. Dégâts des eaux - infiltration par la toiture.

La garantie est étendue à l'indemnisation des dégâts résultant de la pénétration dans le bâtiment de précipitations atmosphériques par suite d'un défaut d'étanchéité de la couverture.

9. Installations électriques.

L'assuré déclare que les installations électriques sont conformes aux prescriptions légales du R.G.P.T. et du R.G.I.E.

PROTECTION DE VOS DONNEES PERSONNELLES

Conformément au Règlement Général sur la protection des données, nous portons à votre connaissance les informations suivantes.

Finalités des traitements des données – Destinataires des données – Base légale

Les données à caractère personnel recueillies au moyen du présent document sont traitées par FEDERALE Assurance, responsable du traitement, en vue des finalités suivantes : l'évaluation des risques, l'émission du contrat d'assurance et son adaptation, l'exécution des prestations parmi lesquelles la gestion des sinistres consécutifs à cette assurance, la détection et la prévention de la fraude, le respect des obligations légales, la gestion de la relation commerciale et la surveillance du portefeuille.

A ces seules fins, elles peuvent être communiquées aux entreprises qui font partie du groupe FEDERALE Assurance, aux personnes physiques ou entreprises qui interviennent comme prestataire de service ou sous-traitant pour le compte de FEDERALE Assurance, aux tiers dans le cadre d'une exécution d'une obligation légale, aux réassureurs, à toute personne ou entité qui exerce un recours ou contre qui un recours est exercé en relation avec l'assurance en question.

La base juridique du traitement de données est constituée par le contrat d'assurance, ainsi que par l'obligation, découlant de ce contrat et de ses éventuels avenants, pour l'assureur, responsable du traitement, de procéder à l'indemnisation éventuelle. Le traitement se fonde en outre sur l'intérêt légitime de l'assureur de prévenir la fraude à l'assurance, d'élaborer des statistiques et sert à des fins de marketing direct.

Dans l'hypothèse où ces documents ne seraient pas remplis de manière adéquate, l'assureur se trouverait dans l'impossibilité d'exécuter ses obligations consécutives à ce contrat d'assurance et de donner suite à toute demande d'intervention.

Confidentialité

Des mesures techniques et organisationnelles ont été prises afin de garantir la confidentialité et la sécurité de vos données. L'accès à vos données personnelles est limité aux personnes qui en ont besoin dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions.

Conservation des données traitées

Les données traitées sont conservées par FEDERALE Assurance pendant au moins la période de garantie de l'assurance ou pendant la durée de la gestion du sinistre, qui sera adaptée chaque fois que les circonstances l'exigent. Cette durée sera prolongée du délai de prescription afin que l'assureur puisse faire face aux éventuels recours qui seraient engagés après la clôture du dossier sinistre.

Droit d'accès, de rectification et d'opposition

Les personnes concernées peuvent prendre connaissance des données et, le cas échéant, les faire rectifier au moyen d'une demande accompagnée d'une photocopie recto verso de la carte d'identité, adressée à FEDERALE Assurance à l'attention du Data Protection Officer – Rue de l'Etuve 12 à 1000 Bruxelles ou via mail à privacy@federale.be. Lesdites personnes peuvent en outre, selon les mêmes modalités et dans les limites prévues par le Règlement Général sur la protection des données, s'opposer au traitement des données ou demander la limitation de ces traitements et s'opposer à ce qu'elles soient utilisées à des fins de marketing direct. Elles peuvent aussi demander l'effacement ou la portabilité des données les concernant.

Si vous transmettez à FEDERALE Assurance des données à caractère personnel de personnes avec qui nous n'avons pas de relations directes, nous vous demandons de les informer de ce transfert de données et de leurs droits y afférents.

Des données de contact

De plus amples informations peuvent être trouvées sur www.federale.be ou être obtenues en s'adressant à privacy@federale.be ou FEDERALE Assurance à l'attention du Data Protection Officer – Rue de l'Etuve 12 à 1000 Bruxelles. Une réclamation peut être introduite auprès de l'Autorité de protection de données.